

LES EUROPÉENS ET LE BREXIT

Jérôme Fourquet*

* Directeur du département
« Opinion et stratégies
d'entreprise », Ifop

Au lendemain du Brexit, comment réagissent les Européens à cette sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne ? Pour apporter l'éclairage d'une vaste enquête d'opinion, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) ont demandé à l'Ifop d'interroger la population de six pays européens – France, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique et Pologne. Dans ces six États membres, entrés dans l'Union à des moments différents, quel est le diagnostic sur les conséquences du Brexit ? Cela a-t-il permis une réaffirmation de l'ancrage européen ? Comment désormais envisager l'avenir ensemble ?

Perceptions du Brexit et diagnostic quant à ses conséquences

Des réactions au Brexit très contrastées entre les pays et au sein de chaque pays

Les réactions des opinions publiques européennes apparaissent très contrastées suite au vote d'une majorité de Britanniques en faveur de la sortie de l'Union européenne. Ceci s'explique d'abord car il s'agit d'une situation inédite laissant planer une grande incertitude sur la suite des événements mais aussi par le fait que, au sein de chacun des pays investigués, les citoyens ont réagi à la fois en fonction de l'impact perçu du Brexit sur l'édifice européen et sur l'économie de leur propre pays mais aussi en fonction de leur rapport à l'Union européenne (UE). Ainsi, dans un pays comme l'Allemagne où le sentiment européen est très ancré et où la solidité de l'économie nationale ne semble pas devoir être mise à mal par le Brexit, c'est très nettement l'incompréhension qui domine (avec 45 % de citations), loin devant l'inquiétude (17 %) ou la compréhension (15 %). À l'inverse, dans un pays nettement plus eurosceptique et moins performant économiquement comme l'est la France, les réactions ont été beaucoup plus diverses et l'incompréhension a été deux fois moindre (22 %) qu'en Allemagne, ce sentiment étant symboliquement et de justesse devancé par la compréhension (23 %). Enfin, en Espagne et en Pologne, deux pays pourtant très divers mais partageant à la fois le fait d'être entré depuis moins longtemps que d'autres dans l'UE et une situation économique assez fragile, c'est d'abord l'inquiétude (respectivement 28 % et 31 %) et l'incompréhension qui prévalent (20 % et 19 %).

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

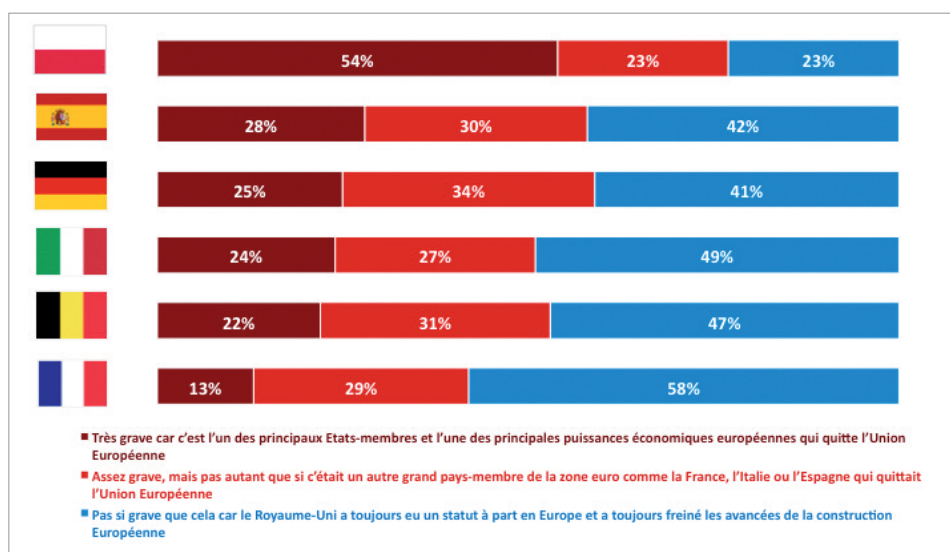


Un départ qui n'est pas perçu comme aussi grave que cela...

La victoire du « Leave » a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans la sphère politico-médiatique et sur les marchés financiers. Sans minimiser l'effet de ce vote, les opinions publiques européennes, dans leur ensemble et de manière assez homogène, ne semblent pas pour autant totalement catastrophées. Ainsi, en France, 58 % estiment que ce n'est pas si grave que cela car le Royaume-Uni a toujours eu un statut à part en Europe et a toujours freiné les avancées de la construction européenne. Ce constat prévaut également en Italie (49 %), en Belgique (47 %) et en Allemagne (41 %). À l'inverse, seule une minorité juge la sortie britannique de l'Union européenne comme quelque chose de très grave car c'est l'un des principaux États membres et l'une des principales économies européennes qui quitte l'ensemble européen.

La gravité perçue de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Question : Le Royaume-Uni qui ne faisait pas partie de la zone euro ni de l'espace Schengen va donc quitter l'Union européenne. Selon vous, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est... ?



Cette relativisation du Brexit tient en partie au statut particulier du Royaume-Uni dans l'UE et à sa non-appartenance à la zone euro et à l'espace Schengen. Dans chacun des pays ayant été sondés, une forte minorité se dessine ainsi pour estimer que le Brexit est assez grave mais pas autant que si c'était un autre grand pays membre de la zone euro (comme la France, l'Espagne ou l'Italie) qui quittait l'Union européenne.

Sur cette question comme sur d'autres, la Pologne se démarque et apparaît beaucoup plus inquiète du fait de ces nombreux liens avec le Royaume-Uni. Ces liens sont notamment constitués par la présence sur le sol britannique de 800 000 ressortissants polonais (présence qui été dénoncée pendant toute la campagne par les *Brexiters*, comme source de concurrence déloyale sur le marché du travail, de saturation du système de santé et de montée des prix des loyers), mais aussi par le statut jumeau d'État membre de l'UE sans appartenir pour autant à la zone euro ainsi que par des positions souvent convergentes concernant les questions européennes (libre-échange et faible volonté d'intégration).

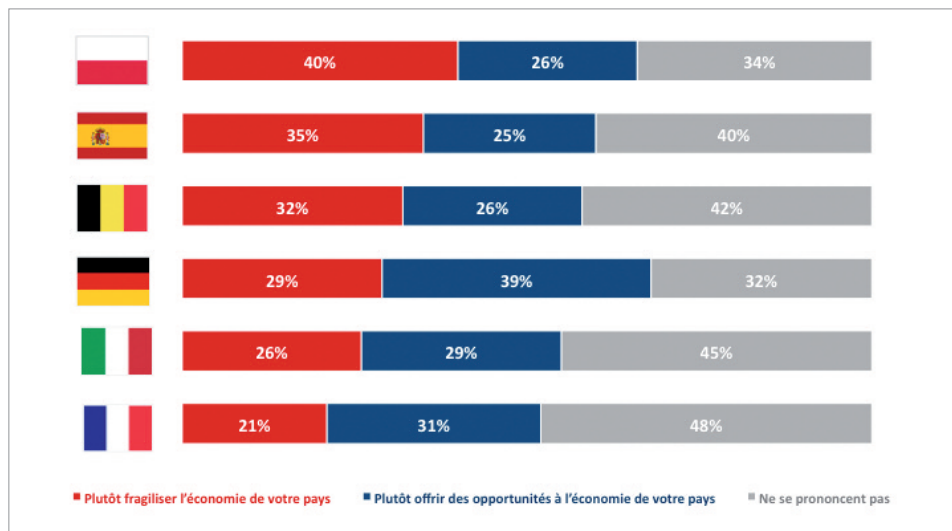
... mais une forte incertitude sur les conséquences du Brexit sur les économies nationales

Quand on interroge les citoyens sur les conséquences attendues du Brexit sur leur économie nationale, on constate que l'incertitude est très répandue, ce qui est assez logique dans la mesure où il n'existe pas de précédent qui pourrait éclairer les jugements et où les discours d'experts sur cette situation qui vient juste d'advenir sont très variés, voire opposés. D'aucuns estiment ainsi que les économies continentales vont bénéficier de délocalisations et de transferts d'activités en provenance du Royaume-Uni quand d'autres insistent d'abord sur un impact négatif sur les économies européennes du ralentissement de la croissance du Royaume-Uni, un des principaux partenaires de la plupart des États membres.

Dans ce contexte, une majorité relative ne parvient pas aujourd'hui à se prononcer sur les effets induits du Brexit. C'est le cas par exemple de 48 % des Français, 45 % des Italiens ou 42 % des Belges. Et dans ces pays, quand des réponses sont formulées, elles apparaissent relativement équilibrées entre conséquences positives et négatives comme en Italie par exemple : 29 % pour « cela va offrir des opportunités à notre économie » contre 26 % pour « cela va fragiliser notre économie ». L'incertitude sur les effets de la décision du peuple britannique est nettement plus réduite en Allemagne du fait de la confiance dans la solidité de l'économie nationale. Certes, 32 % des Allemands ne savent pas répondre en positif ou en négatif, mais c'est 16 points de moins qu'en France ou 13 de moins qu'en Italie par exemple. Et dans le même temps, c'est l'item « le Brexit va offrir des opportunités à l'économie allemande » qui est le plus cité avec un score de 39 % contre 29 % qui craignent une fragilisation de l'économie nationale et c'est en Allemagne que ce taux de réponses optimistes est le plus élevé des six pays sondés. La crise ouverte par le vote britannique joue en fait comme un révélateur des faiblesses économiques régionales, les territoires les moins dynamiques s'enfonçant un peu plus dans l'inquiétude quand les régions plus en pointe y voient d'abord une source d'opportunités. Ainsi, dans le cas allemand, les habitants des anciens Länder de l'Est que sont le Brandebourg, la Saxe-Anhalt et le Mecklembourg placent symboliquement devant les risques de fragilisation (33 % contre 31 % pour les opportunités offertes par cette nouvelle situation) alors que le rapport de force s'inverse dans le cœur industriel et financier allemand constitué par l'ensemble Hesse, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat avec respectivement des scores de 25 % et 42 % sur ces deux items. On retrouve la même opposition en France entre un quart Nord-Est assez inquiet (23 % pour l'item « cela va plutôt fragiliser l'économie française » contre 28 % pour « cela va offrir des opportunités ») et une Île-de-France beaucoup plus optimiste avec respectivement des scores de 22 % et 39 %.

Le pronostic sur l'impact du Brexit sur l'économie nationale

Question : Selon vous, est-ce que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne va... ?



Les résultats polonais s'inscrivent, quant à eux, en opposition complète par rapport aux tendances observées en Allemagne. Si l'expectative y est également moins présente qu'ailleurs (34 % qui ne savent pas se positionner sur cette question), la fragilisation de l'économie est très redoutée avec 40 % de citations contre 29 % en Allemagne et 21 % en France par exemple. Et c'est en Pologne que ces manifestations d'inquiétude sont les plus nombreuses. La situation d'économie émergente et de nouvel entrant dans l'espace européen rend sans doute les Polonais beaucoup moins confiants que les Allemands dans la capacité de leur économie à encaisser une telle turbulence et cela d'autant plus que la perspective d'un retour massif des travailleurs polonais expatriés au Royaume-Uni n'est pas totalement à exclure, ce qui pourrait déstabiliser le marché de l'emploi local et tarir l'envoi de devises effectué par ces expatriés.

On retrouve de manière un peu moins accentuée la même configuration en Espagne où les difficultés économiques nourrissent l'inquiétude sur les conséquences du Brexit. L'Espagne est le second pays où la proportion de ceux qui craignent une fragilisation de l'économie du pays est plus forte (35%) que celle de ceux qui voient dans la victoire du « Leave » une source d'opportunité (25%), une forte minorité d'Espagnols (40%) ne parvenant pas à se positionner sur ce sujet. La crainte non pas du retour des expatriés, comme elle peut exister en Pologne, mais d'une diminution importante du nombre des touristes britanniques, qui représentent une part importante des clients de l'industrie touristique ibérique, contribue sans doute à accroître la crainte quant aux retombées négatives du Brexit.

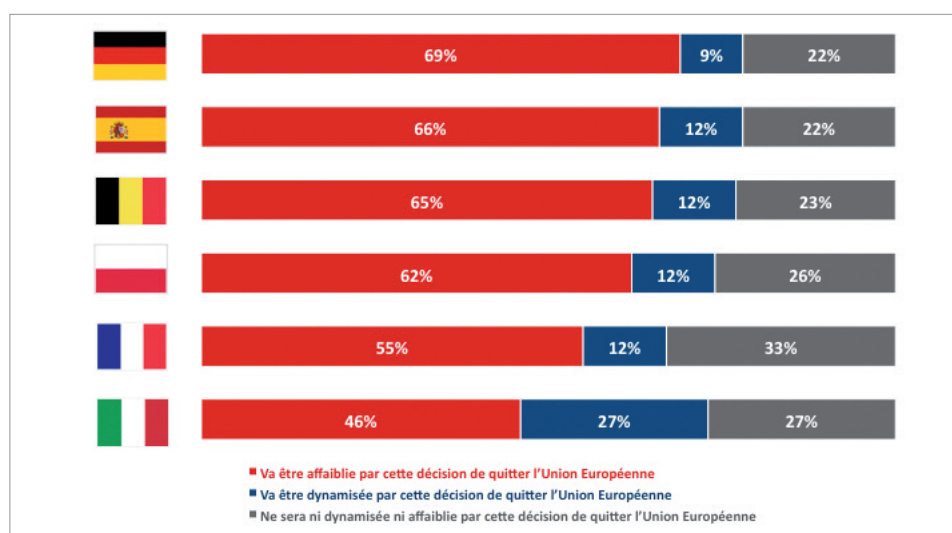
Des anticipations majoritairement négatives pour l'économie britannique

Si l'impact du départ du Royaume-Uni sur la construction européenne ne semble donc pas insurmontable et si les conséquences perçues sur les économies nationales ne sont pour l'heure (sauf exception polonaise) pas trop noires pour une majorité d'Européens,

ces derniers sont en revanche très nombreux à anticiper des effets récessifs de cette décision sur l'économie britannique. Assez logiquement, plus une opinion publique nationale est convaincue des bienfaits de l'appartenance à l'UE et plus elle anticipe que l'économie britannique sera affaiblie par cette décision. Ce jugement est ainsi partagé par 69 % des Allemands, 66 % des Espagnols, 65 % des Belges, 62 % des Polonais, 55 % des Français et 46% des Italiens. Dans tous les pays investigués, la réponse « neutre » (« l'économie britannique ne sera ni dynamisée ni affaiblie par cette décision de quitter l'UE ») recueille des scores significativement inférieurs à la réponse « neutre » concernant l'impact du Brexit sur son économie nationale. Tout se passe donc comme si l'opinion publique européenne avait une idée beaucoup plus précise concernant les conséquences (négatives) d'une sortie de l'UE sur l'économie britannique que sur les effets de cette situation sur l'activité économique des autres États membres.

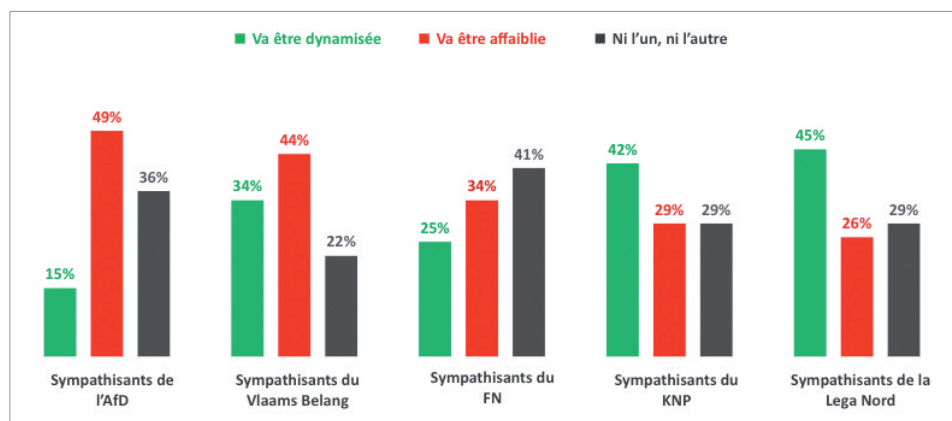
Le pronostic sur l'évolution de l'économie britannique

Question : Pensez-vous que dans les prochains mois et les prochaines années, l'économie britannique... ?



On constate ainsi que sur ce point les souverainistes ont perdu la bataille de l'opinion dans la mesure où, aujourd'hui, et alors que le processus de sortie du Royaume-Uni vient juste d'être enclenché, dans tous les pays sondés, la proportion des interviewés anticipant des conséquences négatives pour l'économie britannique est bien supérieure à celle de ceux qui pronostiquent que le Brexit va la dynamiser en lui amenant l'oxygène et les marges de manœuvre dont elle manquait dans le carcan européen. L'avenir tranchera cette question mais le sentiment qui domine donc aujourd'hui très nettement est que le Brexit est une mauvaise opération pour les Britanniques. Ce sentiment joue partout en Europe en défaveur des partis qui souhaitent qu'un référendum ait lieu dans leur propre pays et que celui-ci suive ainsi la voie ouverte par les Britanniques. Même dans les électors des formations d'extrême droite (à l'exception des électors de la Lega Nord en Italie et du KPN en Pologne), davantage de sympathisants anticipent des difficultés pour l'économie britannique qu'un surcroît de dynamisme.

Le pronostic sur l'évolution de l'économie britannique dans les différents électorats d'extrême droite européens

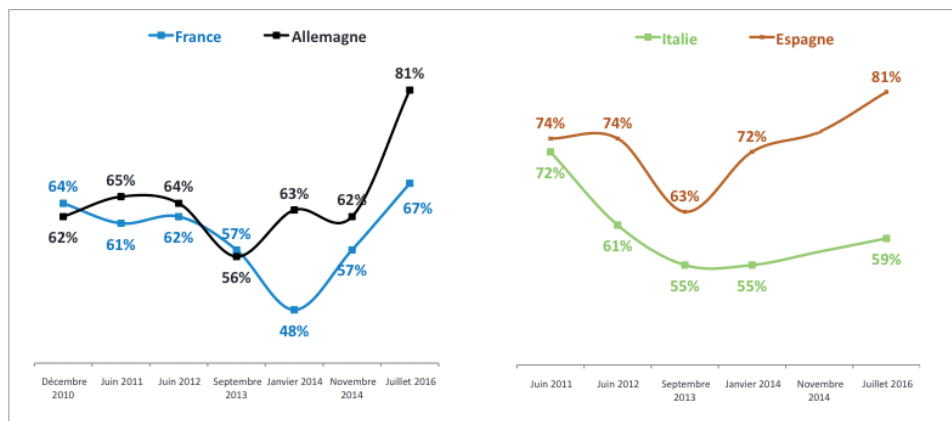


Un ancrage européen réaffirmé

Une appartenance à l'Union européenne revalorisée

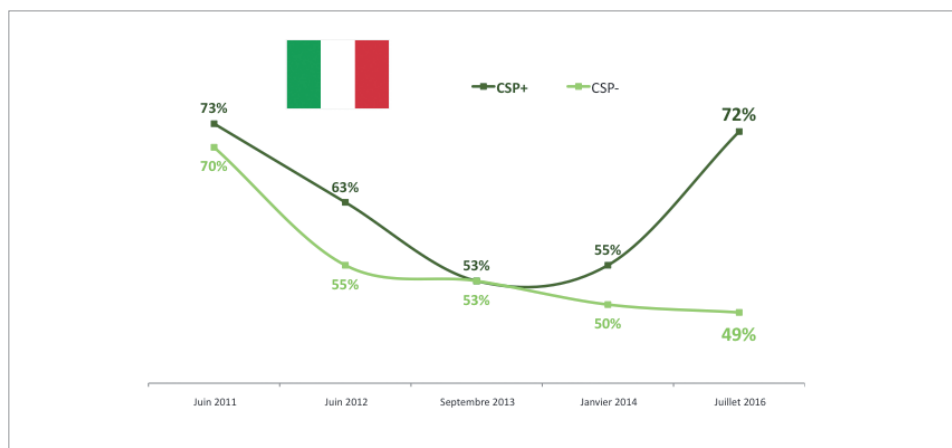
Un des principaux effets de la victoire du « Leave » britannique actuellement observable est une revalorisation des bienfaits de l'appartenance à l'Union européenne. Tout se passe comme si la période d'incertitudes qui s'était brutalement ouverte pour les Britanniques à la suite de leur vote avait, par contraste, fait apparaître plus clairement que par le passé les avantages que représentait l'appartenance à l'UE pour les autres pays. En Allemagne, où l'opinion publique s'affiche tout au long de cette étude comme étant la plus pro-européenne, le score atteint et l'évolution observée sont spectaculaires. 81 % des Allemands estiment ainsi qu'aujourd'hui c'est plutôt une bonne chose pour leur pays que d'appartenir à l'UE, jugement en hausse de 19 points par rapport à novembre 2014 et progression d'autant plus notable que cet indicateur était marqué par une grande stabilité dans toutes les enquêtes que l'Ifop a menées dans ce pays depuis décembre 2010, en plein cœur de la crise économique et financière. La hausse est moins puissante mais néanmoins réelle également en France, où ce sont désormais 67 % des interviewés (+10 points par rapport à novembre 2014) qui perçoivent cette appartenance comme plutôt bénéfique pour le pays, tout comme en Belgique (75 %, +10 points). Comme on peut le voir sur le graphique suivant, le mouvement de hausse est à peu près de la même ampleur en Espagne (81 %, +9 points par rapport à janvier 2014), alors même qu'en Espagne ce jugement avait toujours été beaucoup plus présent qu'en France. Pour la Pologne, pays le plus récemment rentré dans l'UE au sein du périmètre de cette étude, nous ne disposons pas de comparaison avec des mesures antérieures, mais les bienfaits de l'appartenance sont ressentis par pas moins de 89 % de la population.

L'évolution du jugement sur l'appartenance de son pays à l'Union européenne % de réponses « plutôt une bonne chose »



La situation italienne diffère en revanche singulièrement. Comme le montrent les courbes ci-dessus, alors que le jugement sur les bienfaits de l'appartenance à l'UE était identique en Espagne et en Italie en juin 2011, l'euroscépticisme n'a cessé de gagner du terrain de l'autre côté des Alpes à tel point que l'écart entre les deux grands pays du sud de l'Europe est devenu très important (les scores en Italie se rapprochant, voire s'alignant sur ceux de la France). Cette évolution divergente est d'autant plus étonnante que les politiques d'austérité menées pour rester dans la zone euro, réduire le déficit budgétaire et regagner en compétitivité ont été plus douloureuses en Espagne qu'en Italie. Et pour autant, le jugement sur les bienfaits de l'appartenance à l'UE se maintenait à un niveau très élevé en Espagne alors qu'il décrochait en Italie. Signe supplémentaire de l'enracinement de l'euroscépticisme dans la péninsule italienne, alors que le Brexit s'est traduit par une progression significative (de l'ordre de 10 à 20 points) de ce jugement dans les autres pays, le rebond a été beaucoup plus timide en Italie (+4 points seulement). Et comme on peut le voir sur le graphique suivant, si ce rebond a été spectaculaire parmi les CSP+ italiennes, le décrochage observé depuis plusieurs années dans les catégories populaires n'a pas été corrigé.

L'évolution de l'adhésion à l'idée selon laquelle c'est plutôt une bonne chose pour l'Italie que d'appartenir à l'Union européenne dans les différentes CSP italiennes



La comparaison entre l'Espagne et l'Italie permet par ailleurs d'avancer un autre type d'explications que celle liée uniquement à la politique économique. Du fait de leur histoire, beaucoup d'Espagnols associent peu ou prou l'entrée dans l'Europe à la fin du franquisme. En dépit de la dureté des politiques d'ajustements structurels qui ont été menées ces dernières années, l'attachement à l'UE demeure massif compte tenu de cette expérience historique particulière que les Italiens n'ont pas partagée. Dans la péninsule italienne, où la crise de la dette a aussi nécessité de lourds sacrifices, l'appartenance à l'Europe, qui n'est pas synonyme de retour à la démocratie, a été mise à plus rude épreuve durant ces années de crise économique. S'ajoute sans doute à cela la crise migratoire pour laquelle l'Italie (contrairement à l'Espagne) est en première ligne depuis plusieurs années, crise qui met la société italienne sous tension et qui a cruellement révélé les limites de la solidarité européenne et l'impuissance des instances communautaires à faire face à la situation.

Si l'ampleur du rebond du jugement sur les bienfaits de l'appartenance à l'UE consécutif au Brexit diffère en France et en Allemagne, on constate des évolutions parallèles dans les différentes familles politiques à une exception près. Sous l'effet du Brexit, la reconnaissance des avantages de l'appartenance de son pays à l'UE augmente très significativement dans les électors de la gauche de la gauche des deux côtés du Rhin. Les mouvements sont également très proches mais de moindre ampleur dans les rangs socialistes et conservateurs. En revanche, quand la hausse atteint 24 points parmi les sympathisants de l'AfD, l'effet Brexit est bien moindre dans l'électorat frontiste (+5 points seulement).

L'évolution de l'adhésion à l'idée selon laquelle c'est plutôt une bonne chose pour son pays que d'appartenir à l'UE en France et en Allemagne selon la sympathie partisane

	Novembre 2014	Juin 2016	Évolution
France			
Ensemble de la pop.	57 %	67 %	+10 pts
Front de Gauche	50 %	70 %	+20 pts
PS	76 %	85 %	+9 pts
Les Républicains	74 %	84 %	+ 10 pts
FN	25 %	30 %	+ 5 pts
Allemagne			
Ensemble de la pop.	62 %	81 %	+19 pts
Die Linke	52 %	75 %	+23 pts
SPD	83 %	92 %	+9 pts
CDU/CSU	75 %	89 %	+14 pts
AfD	15 %	39 %	+24 pts

Pour l'instant, pas d'effet domino à attendre...

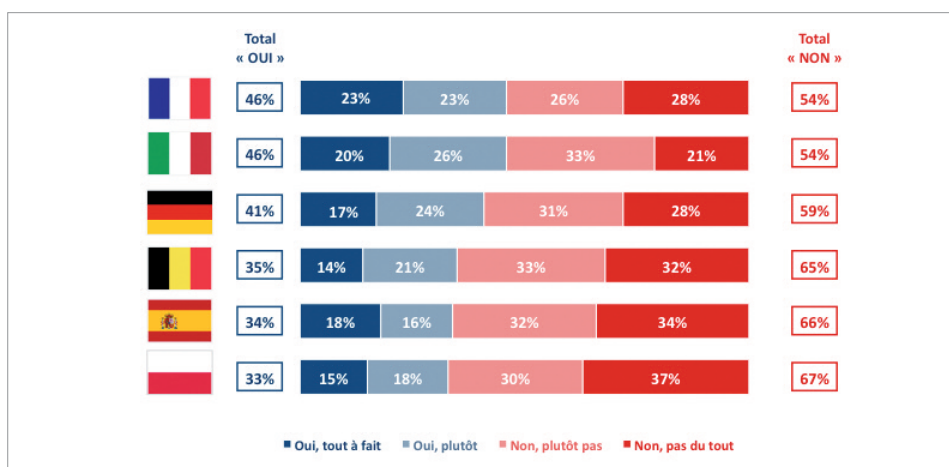
Alors que les risques d'un effet domino ont été évoqués dans les médias avec une multiplication des référendums partout en Europe, les opinions publiques européennes semblent très partagées sur ce scénario et peu tentées pour ce qui est de l'appliquer dans leur propre pays.

En Allemagne, en Espagne, en Pologne et en Belgique, quatre pays majoritairement europhiles, l'idée que l'Union européenne va repartir sur de nouvelles bases et qu'elle sortira renforcée domine largement (54 % en Allemagne, 47 % en Espagne, 44 % en Pologne et 41 % en Belgique) quand l'idée que d'autres pays vont quitter eux aussi l'UE, ce qui aboutira à sa disparition, est nettement plus marginale : 27 % en Allemagne, 28 % en Espagne et 32 % en Belgique et en Pologne. Les Français penchent eux aussi pour le scénario d'une crise salutaire mais dans des proportions moindres (37 % contre 32 % pour d'autres départs) quand la crainte de l'effet domino est plus répandue en Italie (41 % pour l'item selon lequel d'autres pays vont quitter l'UE contre 36 % sur un départ sur de nouvelles bases pour l'Europe).

Autant le pronostic sur un effet contagieux du Brexit sur le continent varie selon les pays, autant, quand ils sont appelés à se prononcer sur l'opportunité d'organiser un référendum dans leur propre pays, les Européens apparaissent beaucoup plus catégoriques et leurs réponses sont convergentes. Dans tous les pays, avec des niveaux plus ou moins importants, des majorités se dessinent clairement pour refuser une telle initiative.

Le souhait d'un référendum sur le maintien ou la sortie de son pays de l'Union européenne

Question : Personnellement, souhaitez-vous qu'un référendum sur le maintien ou la sortie de l'Union européenne soit organisé dans votre pays ?



C'est le cas dans les pays fondateurs – 59 % d'opposés à une telle initiative en Allemagne, et 54 % en France et en Italie – et dans des proportions encore plus importantes dans des États plus récemment rentrés dans le club européen : 67 % et 66 % d'opposés en Pologne et en Espagne. On notera que dans ce pays, la Catalogne se distingue avec 45 % en faveur d'un référendum contre seulement 30 % dans la région de Madrid ou 29 % en Andalousie. Le débat sur l'avenir de l'Écosse au sein ou en dehors du Royaume-Uni à la suite du Brexit

a trouvé un écho certain dans cette région où les courants indépendantistes et autonomistes sont puissants, ces derniers voyant dans toute modification institutionnelle une opportunité de faire avancer leur cause quand les « Castillans » demeurent fondamentalement attachés au cadre national espagnol.

Ces chiffres sur l'opportunité ou non d'un référendum dans les différents pays sont d'autant plus nets quand on les compare avec d'autres résultats portant sur le même type de questions. Habituellement, de larges majorités se dessinent quand on demande aux interviewés s'ils souhaitent que le peuple soit consulté par référendum. Quels que soient les sujets, nous observons traditionnellement des scores élevés. Ainsi en France par exemple, en 2014, 58 % des personnes interrogées estimaient que tout projet de fusion de collectivités territoriales devrait faire l'objet d'une consultation populaire et, en 2012, 66 % souhaitaient que le gouvernement organise un référendum sur le mariage homosexuel. On retrouve cet ordre de grandeur d'environ 6 interviewés sur 10 dans une enquête plus récente portant sur un sujet européen. En mars dernier, avant la tenue du référendum d'initiative populaire aux Pays-Bas sur l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne, 66 % des Italiens et 63 % des Allemands et des Français demandaient qu'un tel référendum soit également organisé dans leur pays respectif. Le contraste est donc très marqué avec les résultats recueillis aujourd'hui qui sont en moyenne de près de 20 points inférieurs à ceux que l'on mesure habituellement, ce qui illustre bien que Brexit n'a pas généré dans les opinions publiques une envie de référendum, bien au contraire.

On voit ici la marque de l'influence du jugement porté sur l'impact du Brexit sur l'économie britannique. Comme une large majorité anticipe de graves difficultés pour cette économie consécutivement à la décision de sortir de l'UE, de très nombreux Européens ne sont pas prêts du tout à tenter la même expérience dans leur pays respectif. On constate d'ailleurs une corrélation très nette dans chaque pays entre le diagnostic sur les conséquences du Brexit sur l'économie britannique et le souhait que son propre pays organise un référendum similaire.

Le souhait d'organisation d'un référendum dans son pays en fonction du pronostic posé sur les conséquences du Brexit sur l'économie britannique

Pays	Personnes pensant que l'économie britannique sera dynamisée	Personnes pensant que l'économie britannique ne sera ni dynamisée ni affaiblie	Personnes pensant que l'économie britannique sera affaiblie
Espagne	82 %	45 %	21 %
France	80 %	60 %	29 %
Belgique	79 %	45 %	24 %
Italie	74 %	47 %	30 %
Allemagne	70 %	61 %	32 %
Pologne	65 %	41 %	24 %

On mesure donc ici que l'évolution de la santé de l'économie britannique dans les prochains mois et années aura un impact majeur sur les opinions européennes. Si le pays de sa très gracieuse Majesté affiche une croissance enviable, un dynamisme commercial

et un taux de chômage faible, les tenants d'un référendum et d'une sortie de l'Europe trouveront un large écho sur le continent. Mais si en revanche l'économie britannique paraît durement affectée suite au Brexit, l'opportunité d'un tel choix sera beaucoup moins évidente, le Royaume-Uni jouant alors le rôle du cas d'école à ne surtout pas suivre.

À l'heure actuelle en tout cas, les opinions publiques européennes semblent avoir tranché la question. À l'aune de l'expérience britannique dans ces premiers jours post-Brexit, une sortie de l'UE semble être une opération très risquée et très dommageable. Dans ce cadre, une majorité assez importante refuse donc, comme on l'a vu, l'idée d'un référendum. Mais dans l'hypothèse où une telle consultation aurait lieu, des majorités encore plus massives se prononceraient pour le maintien dans l'UE. Entre 63 % des Italiens et jusqu'à 84 % des Polonais rejeteraient l'*exit*. Au regard de ces chiffres, on voit que le scénario d'une épidémie de départs n'est pour l'instant pas d'actualité, le Brexit britannique ayant nettement revalorisé les bienfaits perçus de l'appartenance à l'UE. Ce mouvement d'opinion très puissant se lit par exemple quand on compare, en France, le score observé dans ce sondage pour ce qui est du maintien dans l'UE avec les résultats des deux grands référendums européens de 1992 et 2005. Certes, la question posée au moment de Maastricht et du Traité constitutionnel européen (TCE) n'était pas celle du maintien ou du départ de la France de l'UE mais ces deux campagnes mirent clairement aux prises un camp pro-européen et un camp souverainiste et eurocritique. Or, ce camp rassembla 49 % de l'opinion en 1992 et 55 % en 2005. L'étiage observé aujourd'hui (même si le choix serait beaucoup plus impliquant que lorsqu'il s'était agi par exemple d'approuver un projet constitutionnel) serait beaucoup plus bas avec seulement 33 % en faveur du « Frexit ».

Si l'on compare ces résultats au rapport de forces observé au moment de Maastricht, le gain du camp pro-européen s'établit à 16 points. Mais comme le montre le tableau suivant, le clivage sociologique entre « France d'en haut » et « France d'en bas », déjà observé lors de ces deux référendums, se manifesterait de nouveau puisqu'une majorité d'ouvriers et d'employés voterait en faveur de la sortie de l'UE.

L'évolution du rapport à l'Europe dans les différentes CSP en France

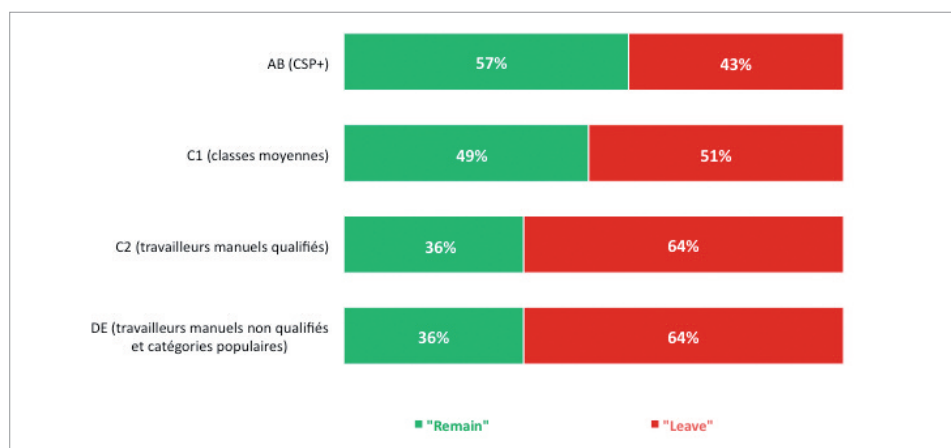
	% de « oui à Maastricht - 1992	% de « oui » au TCE - 2005	% de réponses « La France reste dans l'UE » - 2016	Évolution 1992-2016
Ensemble des Français	51 %	45 %	67 %	+16 pts
Artisans / commerçants	43 %	47 %	62 %	+19 pts
Professions libérales / cadres supérieurs	70 %	62 %	82 %	+12 pts
Retraités	56 %	59 %	81 %	+25 pts
Professions intermédiaires	58 %	54 %	74 %	+16 pts
Employés	44 %	38 %	45 %	+1 pt
Ouvriers	42 %	26 %	47 %	+5 pts

La progression de la position pro-européenne serait quasiment nulle dans les milieux populaires par rapport à 1992, mais atteindrait 12 points parmi les CSP+, déjà massivement acquises, et 25 points auprès des retraités, faisant de ces deux catégories les deux piliers les plus solides de l'ancrage européen de la France. On constate par ailleurs une hausse de 16 points parmi les professions intermédiaires, les classes moyennes rebasculant très nettement dans le camp pro-européen alors qu'elles avaient été très partagées en 2005.

Ces chiffres appellent deux remarques. La première est que le clivage entre CSP+ et CSP- se retrouve dans la plupart des pays d'Europe. Les intentions de vote en faveur du maintien de son pays dans l'UE atteindraient, en cas de référendum, 84 % parmi les CSP+ allemandes (soit 10 points de plus qu'auprès des CSP-), 82 % contre 72 % en Belgique et l'écart serait encore plus marqué en Italie avec 74 % parmi les CSP+ contre seulement 51 % dans les catégories populaires.

La seconde remarque renvoie au scrutin britannique. Les enquêtes ont également fait ressortir un clivage sociologique très net outre-Manche comme le montrent par exemple les données de Lord Ashcroft Polls.

Le vote au référendum britannique par classe sociale



Mais si l'on compare ces scores avec ceux observés en France au moment de Maastricht ou du TCE, on constate que les classes moyennes britanniques ont symboliquement penché du côté du « Leave », alors qu'en 1992 et 2005 leurs homologues françaises, bien que divisées, votaient majoritairement pour l'Europe.

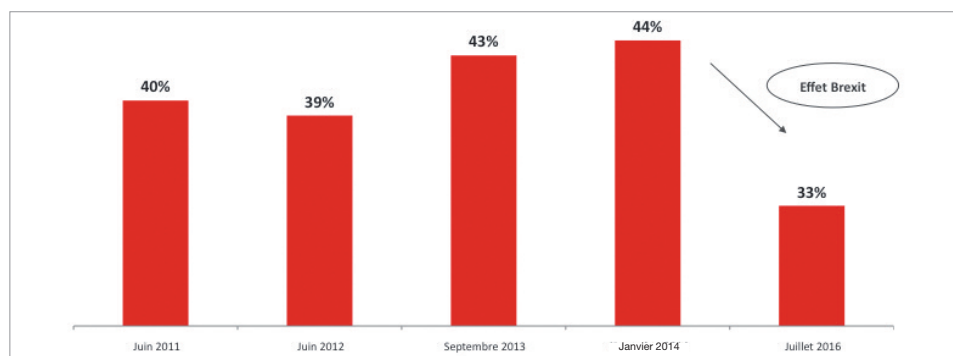
... ni de sortie de l'euro

Parallèlement à ce refus majoritaire que des référendums soient organisés et ces larges majorités qui se prononceraient aujourd'hui en faveur du maintien dans l'Union européenne si de telles consultations avaient lieu, on constate d'une part que le souhait d'abandonner l'euro est largement minoritaire dans la plupart des pays : 43 % en Italie, 33 % en Allemagne et 31 % en Espagne. Par ailleurs, on observe que c'est en France (avec la Belgique : 25 %) qu'il est le plus faible avec seulement 29 % en faveur d'un retour au franc. On constate

également dans le contexte post-Brexit que le souhait d'un retour à la monnaie nationale s'affiche en repli dans la plupart des pays (-9 points par exemple en France par rapport à une enquête de janvier 2014). Comme le montre le graphique suivant, la baisse apparaît particulièrement appuyée en Allemagne où la volonté d'un retour au mark n'a jamais été aussi peu partagée depuis 2011.

Le souhait de revenir à la monnaie nationale

Question : *Souhaitez-vous que notre pays abandonne l'euro et revienne au mark ? (réponses « oui »)*



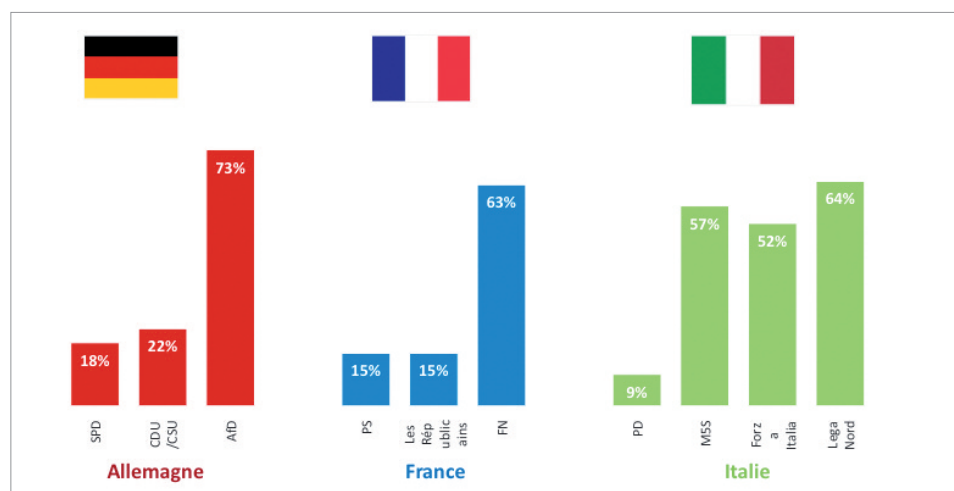
En Allemagne, cette baisse du souhait de sortir de l'euro est spectaculaire dans les tranches d'âge intermédiaires, qui concentrent le plus d'actifs et qui sont traditionnellement les plus tentées par ce scénario de rupture, puisque le souhait de revenir au mark est passé chez les 35-49 ans de 53 % en janvier 2014 à 35 % aujourd'hui, soit une baisse de 18 points. De la même façon, le recul est nettement plus fort que la moyenne dans les électors de la gauche allemande : de 62 % à 24 % parmi les sympathisants de Die Linke (-38 points) et de 37 % à 18 % (-19 points) parmi ceux du SPD. Dans le même temps, le mouvement est moins marqué dans les rangs de la CDU/CSU, qui affichait il est vrai à l'époque une moindre envie d'abandonner l'euro : 28 % en janvier 2014 contre 22 % aujourd'hui. Si, sur certaines thématiques, l'électorat chrétien-démocrate peut sembler assez proche de celui de l'AfD, un fossé béant les sépare sur cette question du retour au mark où ils se trouvent littéralement à front renversé. 73 % des soutiens de l'AfD souhaitent un retour au mark quand 78 % de ceux de la CDU/CSU veulent conserver l'euro.

On retrouve le même type de clivages (en un peu moins marqué) en France. 85 % des sympathisants des Républicains optent pour le maintien dans la zone euro alors que 63 % des proches du FN soutiennent la position défendue par leur parti de revenir au franc. Plus d'un tiers de l'électorat frontiste (37 %) ne partage donc pas cet objectif majeur porté par Marine Le Pen et Florian Philippot. Cette mesure de rupture continue en revanche de séduire près de la moitié des catégories populaires (48 % auprès des ouvriers et employés) qui se démarquent très nettement du reste de la population sur ce sujet puisque le souhait de la sortie de l'euro ne rassemble que 17 % des CSP+ et des professions intermédiaires et 16 % seulement des retraités.

Alors qu'en France et en Allemagne, l'adhésion à la sortie de l'euro n'est donc majoritaire électoralement qu'auprès des sympathisants des formations d'extrême droite que sont le FN et l'AfD, on constate que ce souhait est bien plus répandu en Italie. Non seulement

les électeurs de la Lega Nord (64 % en faveur de l'abandon de l'euro) sont à l'unisson de leurs homologues français et allemands mais, comme le montre le graphique suivant, le souhait de retour à la lire est également majoritaire parmi les sympathisants des conservateurs de Forza Italia (52 %) et également auprès des sympathisants du mouvement populiste 5 étoiles (57 %).

Le souhait de retour à la monnaie nationale n'est majoritaire que dans les électorats d'extrême droite sauf en Italie



Cette adhésion majoritaire au retour à la monnaie nationale allant bien au-delà des seuls rangs de l'extrême droite explique pourquoi c'est en Italie que le souhait de quitter l'euro atteint, et de loin, son plus haut niveau en Europe (41 %). En Espagne, où cette volonté de rupture est nettement moins partagée (31 %), seuls deux électorats sont sur cette position : 51% parmi les sympathisants de Podemos et 47% auprès de ceux de Izquierda Unita (formation correspondant au Front de Gauche français). Les soutiens du Partido Popular sont vent debout contre cette option (15 % en faveur), tout comme ceux du parti centriste Ciudadanos (25 %), du PSOE (31 %) ou bien encore des partis régionalistes (basques, catalans, etc.) : 31%.

Les attentes vis-à-vis de l'UE à la suite du Brexit

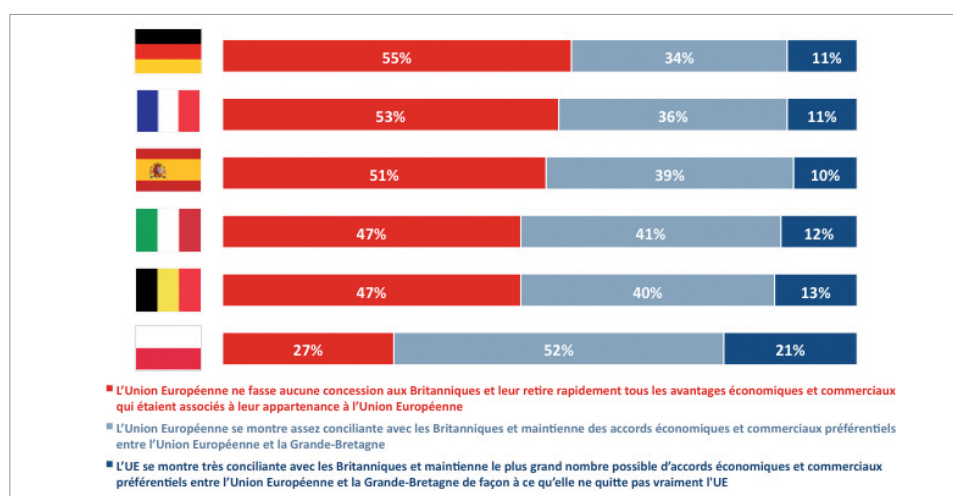
Des opinions publiques européennes peu enclines à faire des concessions aux Britanniques

Dans un contexte marqué par une certaine incertitude quant aux effets du Brexit sur les économies continentales – incertitude qui pourrait être alimentée dans l'hypothèse où le processus de sortie s'éterniserait –, des majorités assez nettes se dessinent dans la plupart des pays investigués pour que l'UE ne fasse aucune concession aux Britanniques et leur retire rapidement tous les avantages économiques et commerciaux qui étaient associés à leur appartenance à l'UE. Cette intransigeance qui a été affichée par François Hollande, puis par Angela Merkel, est attendue par pas moins de 55 % des Allemands, 53 % des Français, 51 % des Espagnols et 47 % des Belges. Dans ces pays, la posture la plus clémente

mesurée au travers de l'item « l'UE doit se montrer très conciliante avec les Britanniques et maintenir le plus grand nombre possible d'accords économiques et commerciaux préférentiels entre l'UE et le Royaume-Uni de façon à ce qu'il ne quitte pas vraiment l'UE » est très minoritaire avec des scores compris entre seulement 10 % et 12 %. La position intermédiaire (« l'UE doit se montrer assez conciliante ») conviendrait à environ 35 à 40 % de la population dans ces pays.

L'attitude souhaitée de la part de l'UE dans les négociations avec le Royaume-Uni

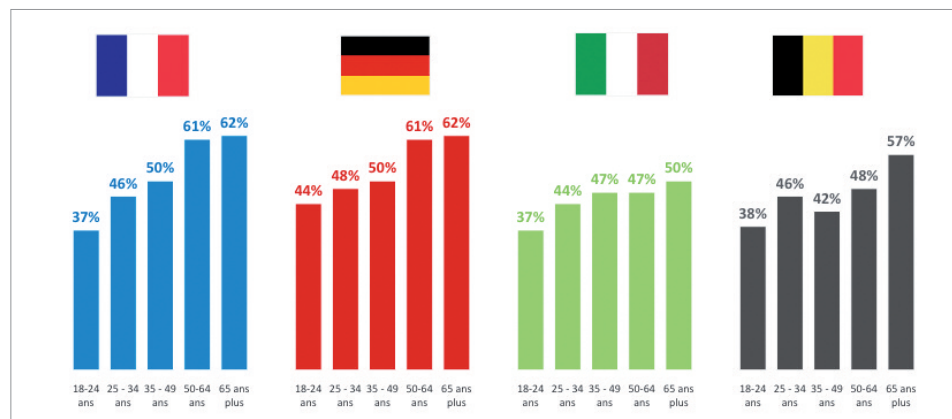
Question : Personnellement, souhaitez-vous que dans le cadre des négociations avec le Royaume-Uni... ?



Les Polonais, plus nouvellement arrivés dans l'Union européenne et dont le pays entretient de nombreux liens avec le Royaume-Uni comme on l'a vu, se montrent moins durs et plus cléments avec une majorité absolue (52 %) en faveur d'une attitude assez conciliante.

Dans différents pays, et notamment parmi les membres fondateurs, certaines catégories de la population se distinguent par le souhait d'une attitude ferme face aux Britanniques. Il s'agit notamment des seniors. On constate en effet – par exemple en France et en Allemagne, mais aussi en Italie et en Belgique – que l'intransigeance attendue dans le cadre des négociations avec le Royaume-Uni augmente avec l'âge des interviewés. On peut penser que plus les interviewés sont âgés et plus ils ont en tête le fait que les Britanniques ont toujours eu une place à part, ont régulièrement réclamé des dérogations ou des aménagements et ont bloqué à plusieurs reprises l'avancée de la construction européenne. De ce fait, ces seniors se montrent plus intransigeants que les jeunes générations vis-à-vis d'un ex-partenaire qui a toujours été capricieux et difficile.

Les seniors sont les plus nombreux à souhaiter que l'UE ne fasse aucune concession aux Britanniques et leur retire rapidement tous les avantages économiques et commerciaux



Fait intéressant, cette intransigeance des seniors des différents pays membres semble faire écho au fait que, au Royaume-Uni, ce sont les seniors qui ont le plus massivement soutenu le Brexit comme l'ont montré différentes enquêtes. Ainsi par exemple selon l'étude publiée par Lord Ashcroft Polls, le « Leave » culminait à 60 % parmi les 65 ans et plus et à 57 % auprès des 45-64 ans pour descendre ensuite progressivement : 48 % chez les 35-44 ans, 38 % parmi les 25-34 ans et seulement 27 % pour les 18-24 ans.

Cette crise illustre et vient donc spectaculairement solder le profond hiatus qui existait dans les générations du baby-boom concernant la construction européenne. Contrairement à leurs enfants et petits-enfants, les seniors britanniques, qui avaient 20 ans ou davantage au moment de l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne en 1973, ne se sont jamais vraiment sentis européens et n'ont jamais souhaité une pleine intégration. En se rendant massivement aux urnes le 23 juin et en votant tout aussi massivement en faveur du « Leave », ils ont refermé cette parenthèse. Leurs homologues continentaux qui avaient accepté jusqu'à aujourd'hui leurs exigences et leurs demandes ne semblent, quant à eux, plus prêts désormais à de nouvelles concessions.

Si les seniors continentaux se montrent les plus intransigeants, on observe dans le même ordre d'idées que c'est parmi les familles politiques historiquement les plus européennes (et donc les plus remontées à l'égard de l'attitude passée et présente des Britanniques) que l'attente de fermeté s'exprime avec le plus d'intensité. En France par exemple, 72 % des sympathisants de l'UDI et 71 % de ceux du Modem sont sur cette ligne (contre 55 % dans l'ensemble de la population et seulement 43 % au FN, dont le tropisme souverainiste incite à l'indulgence face aux *Brexiters*). En Allemagne, les électeurs pro-européens de la CDU/CSU (67 %), du parti centriste FDP (65 %) et du SPD (61 %) attendent eux aussi une attitude intransigente de la part des dirigeants européens. On constate le même phénomène en Italie : 59 % parmi les sympathisants du Partito Democratico contre 47 % en moyenne.

Dans certains pays, comme en France et en Allemagne par exemple, l'intransigeance attendue dans les négociations n'émane pas uniquement des milieux les plus pro-européens exaspérés par l'attitude des Britanniques. Elle a également cours parmi ceux qui voient

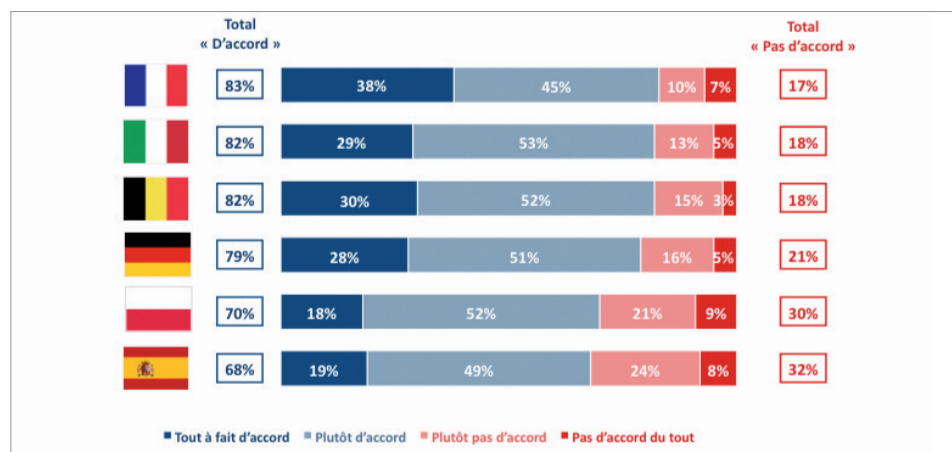
dans le Brexit une source d'opportunités pour leur économie nationale. Si l'on suit ce schéma de pensée, des négociations sans concessions se traduiraient par un affaiblissement supplémentaire de l'économie britannique, ce qui permettrait aux économies continentales de récupérer des parts de marché. En Allemagne, 61 % de ceux qui pronostiquent une fragilisation de l'économie britannique sont en faveur de négociations musclées, contre 43 % chez ceux qui pensent que l'économie britannique sera dynamisée par le Brexit. Des raisonnements similaires sont à l'œuvre de ce côté-ci du Rhin avec respectivement 64 % dans le premier groupe contre seulement 39 % dans le second.

Une relance de l'intégration autour des pays fondateurs...

On a vu précédemment que les opinions publiques européennes étaient assez circonspectes concernant les conséquences du Brexit sur l'édifice européen, les deux *scenarii* opposés d'un nouveau départ de l'UE sur des bases renforcées et d'une multiplication des référendums avec sorties à la clé étant pronostiqués parfois par des parts importantes des populations. Pour autant, si l'on ne se place plus au niveau du pronostic mais si l'on s'intéresse au souhait, les résultats sont beaucoup plus clairs. Dans tous les pays, une très large majorité plébiscite l'idée selon laquelle le noyau dur des pays fondateurs prenne rapidement des initiatives pour créer, autour de la zone euro, une Europe plus intégrée politiquement et économiquement. Les scores sont massifs, particulièrement dans les pays fondateurs avec 83 % en France, 82 % en Italie et en Belgique et 79 % en Allemagne. Mais les pays plus récemment arrivés comme la Pologne (70 %) ou l'Espagne (68 %) ne sont pas en reste et attendent eux aussi une impulsion nouvelle de la part des membres fondateurs.

L'adhésion à une accélération de la construction européenne menée par les pays fondateurs

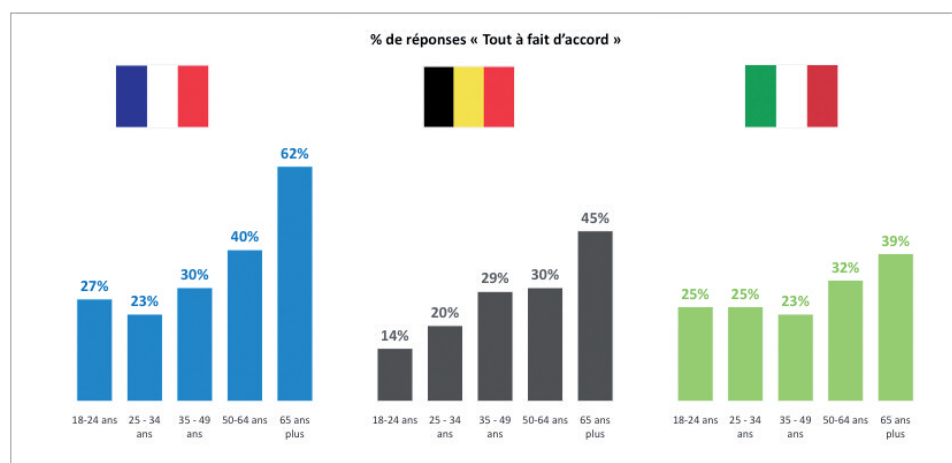
Question : Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec l'opinion suivante : « Avec 27 pays membres, il est aujourd'hui très difficile de faire avancer l'Europe, il faut donc que le noyau dur des pays fondateurs que sont la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg prenne rapidement des initiatives pour créer autour de la zone euro une Europe plus intégrée politiquement et économiquement » ?



Comme on peut le voir sur le graphique ci-dessus, ce souhait d'un approfondissement de la construction européenne en réaction au Brexit est certes largement majoritaire mais l'intensité de cette demande varie assez sensiblement selon les individus et l'on constate

que les réponses « tout à fait d'accord », qui correspondent aux partisans les plus convaincus d'une intégration renforcée, sont minoritaires : 38 % des Français, 30 % des Belges et 29 % des Italiens par exemple. Plus on monte dans la pyramide des âges et plus le souhait d'intégration se fait intense. Il décroît en revanche linéairement chez les plus jeunes. Ce sont donc les générations les plus âgées, qui ont vécu les différentes étapes de la construction européenne, qui sont les plus en demande de l'écriture d'une nouvelle page de l'aventure européenne, alors que les jeunes se montrent moins allants.

L'intensité du souhait d'une intégration renforcée de la zone euro augmente linéairement avec l'âge

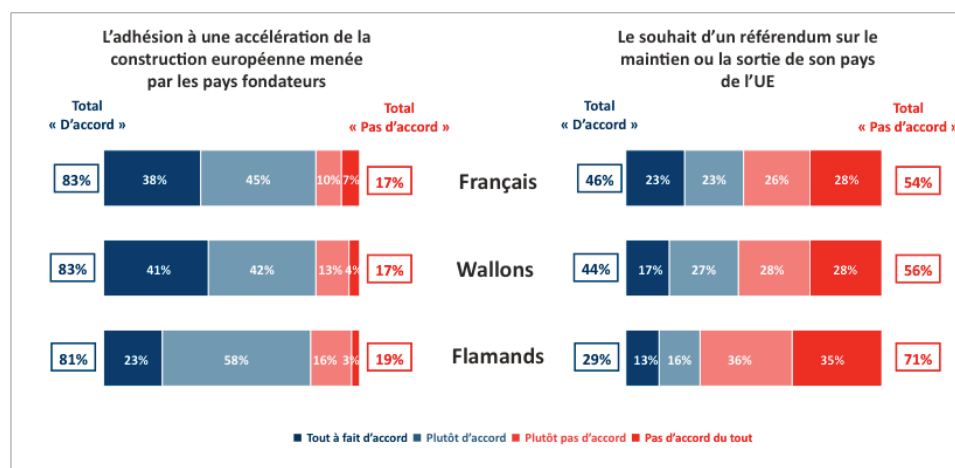


Dans ce contexte d'un souhait très majoritairement partagé par les peuples européens d'une initiative impulsée par les membres fondateurs, les différentes avancées de la construction européenne testées dans cette enquête recueillent des niveaux d'adhésion élevés. Près de 6 Européens sur 10 en moyenne seraient ainsi favorables à la création d'un poste de ministre de l'Économie et des Finances européen et des proportions encore plus importantes se diraient d'accord pour l'élection d'un président de l'UE au suffrage universel direct. La création d'une armée européenne serait elle aussi souhaitée par environ 6 personnes sur 10, hormis en Allemagne (seulement 47 %) et en Espagne (45 %) du fait de raisons historiques.

Mais ces bons chiffres doivent néanmoins être nuancés. On constate tout d'abord, et dans des proportions encore plus importantes qu'à propos de l'accélération de la construction européenne, un fort écart entre le « total favorable » et les réponses « tout à fait favorable ». Dans la plupart des pays et sur les trois projets testés, la proportion de réponses « tout à fait favorable » ne dépasse pas la barre des 25 % et oscille plutôt entre 15 et 20 %. Cela démontre que si une disposition plutôt favorable existe, l'appétence motivée pour ces pistes d'intégration renforcée est assez minoritaire. On observe de surcroît que si le Brexit a eu, on l'a vu, pour effet de faire ressentir plus fortement les bienfaits de l'appartenance à l'UE, un tel effet d'entraînement ne s'est pas produit sur ces projets concrets d'intégration renforcée. Dans un contexte de tensions financières, l'adhésion des Allemands à la création d'un poste de ministre de l'Économie et des Finances européen recule même de 6 points (64 % en janvier 2014 contre 58 % aujourd'hui). Confirmant la progression de l'euroscép-

ticisme en Italie, ce mouvement est plus violent encore dans ce pays puisque l'on est passé de 79 % à 67 % (-12 points) pour ce qui est de l'élection d'un président européen au suffrage universel direct et de 80 % à 65 % (-15 points) sur la création d'un poste de ministre de l'Économie et des Finances commun. La baisse est beaucoup moins spectaculaire concernant le projet d'armée européenne (59 %, -3 points), ce qui s'explique peut-être par le contexte de la crise des migrants et du péril djihadiste en Libye, situation contribuant à rendre plus visibles et plus concrets, aux yeux des Italiens, les avantages qu'aurait une coopération militaire renforcée pour faire face à ces périls et ces défis.

On notera en Belgique, sur ce sujet d'une accélération de la construction de l'UE comme sur la question de l'opportunité de l'organisation d'un référendum, un clivage assez marqué entre Flamands et Wallons. Et comme le montrent les graphiques suivants, il est frappant de constater par ailleurs une grande convergence de vues entre Wallons et Français sur ces sujets.

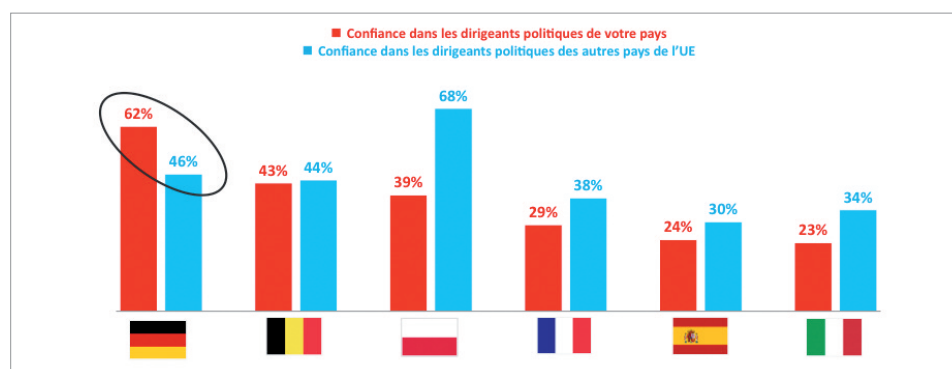


Les résultats de l'enquête font apparaître que le Brexit avait eu comme conséquence d'augmenter une demande de davantage d'intégration. Mais cette demande demeure relativement floue et l'intensité de l'adhésion motivée à certaines pistes testées comme la création d'un poste de ministre de l'Économie et des Finances commun ou d'une armée européenne par exemple est assez peu élevée.

Cette nouvelle étape dans le processus d'intégration risque d'être compliquée à mener par ailleurs, car aucun acteur ne dispose apparemment d'une légitimité suffisamment large pour fédérer les différents points de vue. Les présidents des institutions européennes que sont le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, le Polonais Donald Tusk et l'Allemand Martin Schulz bénéficient d'un capital de confiance majoritaire dans les pays du nord de l'Europe avec une cote de confiance de 63 % en Pologne, 57 % en Allemagne et 51 % en Belgique. Mais la situation est très différente dans la moitié sud du continent (dont aucun d'entre eux n'est originaire, ceci expliquant peut-être en partie cela) : seulement 39 % de confiance en Espagne, 41 % en Italie (ces deux nations ayant dû faire face ces dernières années à des politiques d'ajustements structurels demandées par Bruxelles) et 43 % en France.

Circonstance aggravante, à l'exception de l'Allemagne, dans tous les autres pays investigués la confiance dans les dirigeants politiques nationaux pour proposer une nouvelle vision de la construction européenne et engager sa relance est nettement minoritaire avec des scores particulièrement faibles dans les pays latins : 23 % en Italie, 24 % en Espagne et 29 % en France. Cette défiance vis-à-vis de ses responsables nationaux est telle que leur cote de confiance est souvent inférieure à celle accordée aux dirigeants politiques des autres pays de l'UE... Comme le montre le graphique ci-dessous, l'écart atteint ainsi 11 points en Italie et 9 points en France. La situation s'inverse complètement de l'autre côté du Rhin puisque les Allemands sont 62 % à faire confiance à leurs dirigeants politiques nationaux et 46 % à en faire de même pour les autres leaders européens.

La confiance dans les dirigeants politiques nationaux et étrangers pour relancer la construction européenne



On voit ainsi que si Angela Merkel, François Hollande et Matteo Renzi se sont très vite rencontrés au lendemain du vote britannique pour afficher une unité et incarner un *triumvirat* qui pourrait proposer une nouvelle étape de la construction européenne, leur niveau de légitimité est très déséquilibré. La Chancelière allemande jouit non seulement d'un crédit très important dans son pays mais sans doute également dans une certaine mesure dans les autres pays car, compte tenu de son niveau de notoriété, on peut penser que c'est à elle que les interviewés ont songé quand ils se sont prononcés sur la confiance accordée aux « dirigeants politiques des autres pays de l'UE ». Ses deux partenaires sont, à l'inverse, en position de fragilité dans leur pays respectif avec une cote de confiance inférieure à 30 %, soit plus de deux fois moins que celle d'Angela Merkel en Allemagne. Comme le montre le tableau suivant, en partie du fait de la situation de grande coalition qui prévaut actuellement outre-Rhin, la Chancelière est soutenue à la fois par son propre électorat mais également par celui du SPD. En France et en Italie, le clivage gauche/droite s'exprime avec force, le pays est divisé et les dirigeants ne semblent pas aujourd'hui bénéficier d'une légitimité suffisamment forte pour porter un nouveau projet européen.

La confiance dans les dirigeants de son propre pays pour relancer la construction européenne

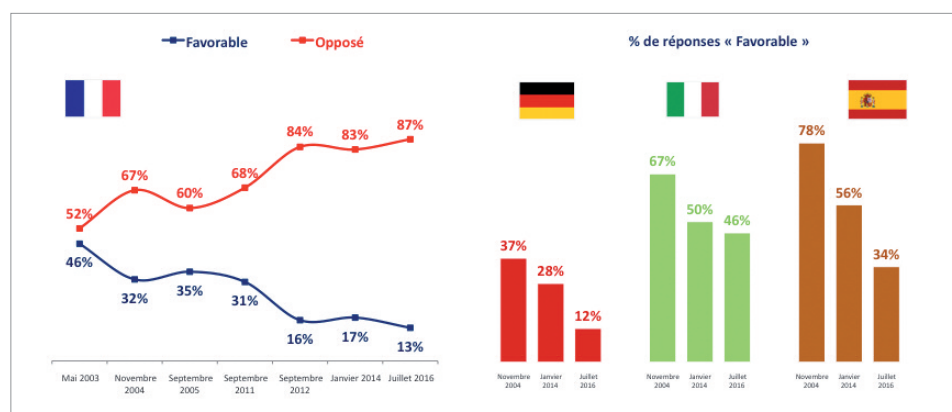
Pays	Ensemble de la population	Sympathisants de la majorité	Sympathisants de l'opposition
Allemagne	62 %	83 %	80 %
France	29 %	66 %	26 %
Espagne	24 %	56 %	14 %
Italie	23 %	56 %	21 %

... et un coup d'arrêt au processus d'élargissement

Si le Brexit et l'instabilité qui en a résulté au Royaume-Uni ont eu pour effet, d'une part, de revaloriser aux yeux de nombreux Européens les bienfaits de l'appartenance à l'UE et, d'autre part, de susciter une demande vers davantage d'intégration, la victoire du « Leave » a produit une autre conséquence. Dans la période d'examen de conscience sur le bilan de décennies de construction européenne que le Brexit a ouverte, un enseignement très clair est tiré. Dans la plupart des pays, la demande d'un arrêt du processus d'intégration apparaît nettement. Tout se passe comme si la crise britannique appelait comme réponse non pas un élargissement d'une Union européenne qui compterait déjà bien assez de membres et qui dysfonctionnerait pour cette raison, mais un approfondissement de l'intégration éventuellement sur un périmètre plus restreint.

Ce coup d'arrêt à l'élargissement se traduit de deux manières. D'une part, pour ce qui est de la Turquie, pays dont l'entrée dans l'Europe est en débat depuis de nombreuses années, le niveau d'approbation à son adhésion recule, et parfois singulièrement. Comme le montrent les deux graphiques suivants, le mouvement de baisse ne date certes pas d'aujourd'hui, notamment en France, mais il se poursuit et nous atteignons désormais des niveaux très faibles (13 % en France, 12 % en Allemagne).

L'évolution de l'adhésion à l'entrée de la Turquie dans l'UE



On peut penser que la priorité accordée à la consolidation de l'édifice européen, à la suite de la crise ouverte par le Brexit, au détriment de l'élargissement ne constitue pas le seul facteur ayant provoqué le renforcement de la réticence vis-à-vis de l'entrée de la Turquie dans l'UE. La dégradation de la situation politique et sécuritaire avec la dérive autoritaire du régime d'Erdogan, la reprise des affrontements avec la guérilla kurde et la multiplication des attentats de Daesh sur le sol turc pèsent sans doute également lourdement.

Parallèlement au recul du souhait de l'adhésion de la Turquie, le deuxième coup d'arrêt à l'élargissement réside dans le fait que des majorités assez larges refusent l'entrée de pays plus récemment candidats. C'est le cas par exemple pour l'Ukraine. Seuls 27 % des Français, 29 % des Belges et 30 % des Allemands seraient favorables à ce scénario. Contrairement à l'adage selon lequel les derniers arrivés sont les gardes-barrières les plus intransigeants, les opinions des pays plus récemment entrés dans l'UE s'avèrent plus ouvertes : 49 % des Espagnols et 55 % des Polonais y seraient ainsi favorables. On notera qu'en France et en Allemagne, pays pour lesquels nous disposons de données antérieures, un mouvement de fermeture s'est opéré concernant l'Ukraine à l'instar de ce qui s'est passé pour la Turquie. Par rapport à mars 2014, l'adhésion à l'entrée de l'Ukraine est ainsi passée de 38 % à 30 % en Allemagne et de 29 % à 27 % en France.

L'approbation à l'entrée dans l'UE des pays des Balkans, comme la Serbie, la Macédoine ou le Monténégro, dont le principe a encore été réaffirmé par les dirigeants français et allemand lors d'un sommet sur les Balkans occidentaux organisé à Paris le 4 juillet dernier, se situe dans des niveaux assez proches de ceux mesurés pour l'Ukraine. On observe ici aussi un clivage assez marqué entre les pays fondateurs très opposés (seulement 23 % de favorables en France, 30 % en Allemagne, 32 % en Belgique) et l'Espagne (51 %) et surtout la Pologne (58 %), bien mieux disposées. On remarquera au passage que la proximité géographique de l'Ukraine avec la Pologne ne joue pas en faveur de ce candidat puisque davantage de Polonais (58 %) seraient favorables à l'arrivée de pays des Balkans dans l'UE qu'à celle de l'Ukraine pourtant voisine (55 %). L'entrée de cette dernière, en proie à des tensions avec la Russie, suscite manifestement davantage de réticences, si ce n'est d'inquiétudes, en Pologne.

Signe supplémentaire que, dans la période actuelle, l'accent est mis d'abord sur le renforcement de l'intégration sous l'impulsion du noyau dur des membres fondateurs plus que sur l'élargissement, dans la plupart de ces États, le souhait que les pays balkaniques rentrent dans l'UE est minoritaire y compris dans les familles politiques les plus pro-européennes. Ce score n'est ainsi que de 20 % à l'UDI et 26 % au Modem en France, 23 % au FDP, 30 % à la CDU/CSU et 40 % au SPD en Allemagne ou bien encore de 47 % parmi les sympathisants du Partito Democratico italien.

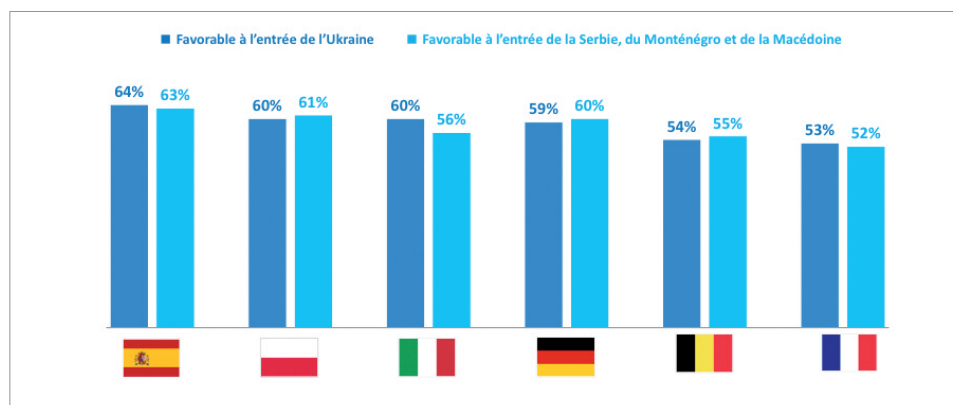
On insistera également sur l'opposition croissante et massive à l'entrée de la Turquie dans l'UE dans tous les pays étudiés. Il s'agit là d'un enseignement important et potentiellement problématique. De nombreux commentateurs et responsables ont souligné à la suite du Brexit que, si l'Europe avait été ainsi sanctionnée, c'est parce que sa construction s'était trop longtemps faite sans tenir compte des peuples. Or, nous avons avec le cas turc un cas

paroxystique de cette non-prise en considération de la volonté populaire. En lien notamment avec les négociations engagées sur la question des migrants et des réfugiés, de nouveaux chapitres d'adhésion ont été ouverts récemment et le lent processus d'intégration de la Turquie semble donc, année après année, poursuivre lentement mais sûrement son chemin alors que dans le même temps, les opinions publiques européennes sont de plus en plus vent debout contre cette perspective. Ce hiatus entre les souhaits populaires et les décisions diplomatiques prises par les dirigeants européens sur ce dossier éminemment sensible porte potentiellement en lui les germes d'un nouveau tête-à-queue démocratique européen.

Le rejet de la Turquie se lit également dans le fait que dans tous les pays fondateurs une majorité très nette s'oppose également à ce qu'elle fasse partie d'une zone d'échanges économiques privilégiés avec l'Europe. 58 % des Français et des Allemands et 56 % des Italiens ne seraient pas favorables à un tel schéma. Une nouvelle fois, les Espagnols (59 % en faveur) et les Polonais (56 %) se montrent plus ouverts.

Les opinions publiques seraient en revanche nettement plus disposées à octroyer ce statut de partenaire commercial privilégié à des États de culture européenne comme l'Ukraine, la Serbie, la Macédoine ou le Monténégro.

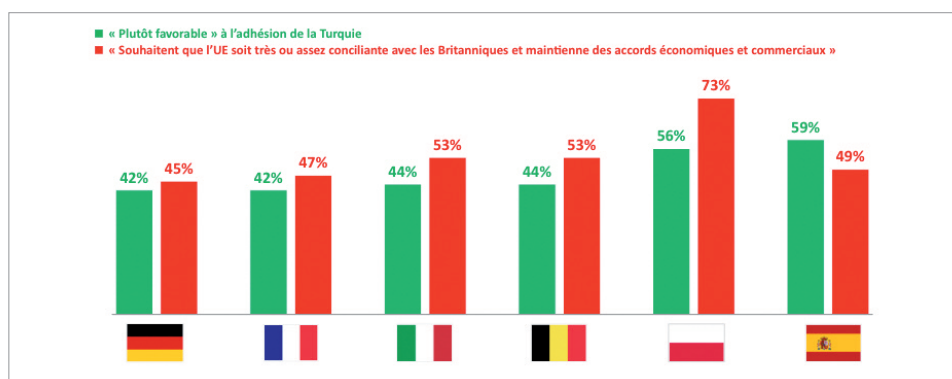
L'adhésion à l'entrée de l'Ukraine et des pays balkaniques dans une zone d'échanges économiques privilégiés



Ces majorités significatives qui se dégagent pour attribuer à ces pays ce type de statut illustrent bien à la fois le fait que les peuples européens souhaitent donner un coup d'arrêt au processus d'élargissement (conférer à ces pays candidats un statut de partenaire commercial privilégié permettant de les associer sans pour autant les faire entrer de plain-pied dans l'UE) mais aussi le fait que l'idée d'une Europe organisée en cercles concentriques gagne du terrain. Les chiffres présentés précédemment montraient ainsi la forte adhésion à la constitution d'un espace plus intégré politiquement et commercialement qui aurait pour périmètre la zone euro. À l'immédiate périphérie de ce cœur européen graviterait donc un second cercle, constitué par les États membres n'ayant pas adopté l'euro, et un troisième cercle, plus distant, qui regrouperait des pays périphériques comme l'Ukraine ou les pays balkaniques, qui ne seraient pas membres de l'UE mais qui bénéficieraient de relations commerciales privilégiées avec l'UE.

Si pour une majorité des interviewés, ces pays géographiquement et culturellement proches, auraient toute leur place dans ce troisième cercle, qu'en serait-il de la Turquie mais aussi du... Royaume-Uni ? On a vu en effet précédemment que dans bon nombre des pays investigués, une majorité campait sur une position de grande fermeté vis-à-vis du Royaume-Uni, à qui un statut préférentiel doit être refusé, ce qui l'exclut de fait bien évidemment du premier cercle intégré de la zone euro mais aussi du second cercle. Pour beaucoup, la place nouvelle du Royaume-Uni est donc plutôt dans le troisième cercle ou encore même à sa périphérie, car on rappellera que 55 % des Allemands, 53 % des Français et 51% des Espagnols souhaitent que « l'UE ne fasse aucune concession aux Britanniques et leur retire rapidement **tous les avantages économiques et commerciaux** qui étaient associés à leur appartenance à l'Union européenne ». La situation nouvelle provoquée par la victoire du « Leave » aboutit au fait assez cocasse que les Européens attribuent désormais au Royaume-Uni une place assez voisine de la Turquie à la périphérie du troisième cercle, constitué de pays non-membres mais bénéficiant d'accords commerciaux privilégiés avec l'UE.

L'adhésion à l'entrée de la Turquie et de la Grande-Bretagne dans une zone d'échanges économiques privilégiés avec l'UE



Comme le montre le graphique ci-dessus, seule une minorité est favorable dans les quatre pays fondateurs testés (France, Allemagne, Italie et Belgique) à l'entrée de la Turquie dans un tel espace économique et les chiffres sont seulement un peu plus favorables pour ce qui est du Royaume-Uni. Une nouvelle fois, les Espagnols et surtout les Polonais, les plus récemment entrés dans l'UE, se montrent plus ouverts.